



ARTICLE 37
PLAINTE DE MANQUEMENT AU DEVOIR DE REPRÉSENTATION JUSTE
CODE CANADIEN DU TRAVAIL

Plaignant

NOM : _____

ADRESSE : _____

ADRESSE ÉLECTRONIQUE : _____

NUMÉRO(S) DE TÉLÉPHONE : _____ TÉLÉCOPIEUR : _____

EMPLOI • DATE D'EMBAUCHE : _____

• DATE DE CESSATION D'EMPLOI (s'il y a lieu) : _____

NOM DU REPRÉSENTANT OU DE L'AVOCAT (s'il y a lieu) : _____

ADRESSE : _____

ADRESSE ÉLECTRONIQUE : _____

NUMÉRO(S) DE TÉLÉPHONE : _____ TÉLÉCOPIEUR : _____

Agent négociateur

NOM DU SYNDICAT : _____

ADRESSE : _____

ADRESSE ÉLECTRONIQUE : _____

NUMÉRO(S) DE TÉLÉPHONE : _____ TÉLÉCOPIEUR : _____

NOM ET TITRE DU REPRÉSENTANT SYNDICAL : _____

Employeur

NOM DE L'ENTREPRISE : _____

ADRESSE : _____

ADRESSE ÉLECTRONIQUE : _____

NUMÉRO(S) DE TÉLÉPHONE : _____ TÉLÉCOPIEUR : _____

NOM ET TITRE DU REPRÉSENTANT DE L'ENTREPRISE : _____

I – Avant de commencer

Le présent formulaire vise à vous aider à fournir les renseignements nécessaires pour déposer une plainte de manquement au devoir de représentation juste en vertu de l'article 37. Veuillez consulter la Circulaire d'information du Conseil n° 11 et sa décision dans l'affaire *Virginia McRaeJackson et autres*, 2004 CCRI 290, à l'adresse suivante : http://www.cirb-ccri.gc.ca/decisions/index_fra.asp, afin de mieux comprendre les processus et procédures du Conseil. Ces documents de référence peuvent également être obtenus auprès des bureaux régionaux du Conseil.

L'article 37 du *Code* interdit au syndicat, ainsi qu'à ses représentants, d'agir de manière arbitraire ou discriminatoire ou de mauvaise foi dans l'exercice des droits qui vous sont reconnus par la convention collective. Dans la plupart des cas, le syndicat a le droit de décider de porter ou non un grief à l'arbitrage ou de le régler, même si vous n'êtes pas d'accord avec sa décision. Toutefois, ce faisant, le syndicat ne doit pas prendre sa décision de manière **arbitraire** ou **discriminatoire** ou de **mauvaise foi**.

Le Conseil examinera votre plainte en tenant compte des dispositions du *Code* et des nombreuses décisions qui ont été rendues sur des plaintes fondées sur l'article 37. Vous devez donc fournir au Conseil tous les renseignements dont il a besoin pour trancher votre plainte. Vous devez fournir suffisamment d'information dans votre plainte pour établir à la satisfaction du Conseil que le syndicat aurait à première vue manqué à son devoir de représentation juste. Autrement dit, le Conseil se posera la question suivante : même s'il estime que toutes vos allégations sont fondées, les faits indiquent-ils que le syndicat pourrait avoir manqué à son devoir de représentation juste? Le Conseil peut rejeter toute plainte qui ne satisfait pas à ce critère essentiel.

Au besoin, vous pouvez utiliser des pages supplémentaires pour fournir les renseignements demandés ci-après. **PRIÈRE D'ÉCRIRE LISIBLEMENT.**

III – Devoir de représentation juste

Expliquez, dans la catégorie applicable ci-dessous, pourquoi vous estimez que votre syndicat a agi de manière arbitraire ou discriminatoire ou de mauvaise foi dans l'exercice des droits qui vous sont reconnus par la convention collective.

A – Conduite arbitraire

En général, le syndicat a agi de manière arbitraire s'il a omis de faire enquête sur un grief ou sur un problème soumis par un employé ou s'il a traité l'affaire de manière superficielle. Cela ne signifie pas, cependant, que le syndicat n'a pas droit à l'erreur ou que chacune de ses évaluations doit être juste.

B – Conduite discriminatoire

Il est interdit au syndicat d'agir de manière discriminatoire à l'égard d'un employé pour un motif tel que l'âge, la race, la religion, le sexe ou l'état de santé. Il ne doit pas non plus réserver un traitement différent à des personnes ou à des groupes d'employés pour des motifs déraisonnables ou irrationnels. Cependant, un traitement différent ne constitue pas toujours de la discrimination.
